

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 16 JUIN 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15</b>		
<b>QUORUM : 8</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 25/352</b>		
<b>PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 75 000 € A L'ASSOCIATION AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE LE TOIT (AIVS) POUR L'ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/352**

**BUREAU DU 16 JUIN 2025**

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - ATTRIBUTION DE  
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 75 000 € A  
L'ASSOCIATION AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION  
SOCIALE LE TOIT (AIVS) POUR L'ANNEE 2025 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024, autorisant la signature de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Etat,

**VU** le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « Plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

**VU** la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

**VU** la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le « Plan Logement d'Abord 2 » métropolitain,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'Abord » et de ses actions,

**CONSIDERANT** que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

**CONSIDERANT** que le besoin de captation de logement à vocation sociale dans le parc privé et le besoin d'accompagnement des habitants en voie d'insertion a été confirmé notamment afin de lutter contre le logement indigne et de mettre en place une gestion locative adaptée,

**CONSIDERANT** que dans le cadre du premier « Plan Logement d'Abord », l'association Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) Le Toit a été soutenue pour la mise en place d'actions en ce sens,

**CONSIDERANT** que dans le cadre du « Plan Logement d'Abord 2 », l'objectif est de consolider la captation de logements à vocation sociale de qualité et la mobilisation de mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL), de renforcer l'accompagnement social à l'accès et au maintien dans le logement, de contribuer à accentuer « l'aller vers », de favoriser les actions préventives des risques de rupture de parcours résidentiels et de sécuriser les parcours résidentiels des personnes par un renforcement de la Gestion Locative Adaptée (GLA) et par l'accompagnement social des ménages,

**CONSIDERANT** qu'il est ainsi proposé de poursuivre le soutien l'association Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) Le Toit dans le cadre du « Plan Logement d'Abord 2 » et qu'il convient ainsi de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de la poursuite de ce partenariat,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-annexée, intitulée « convention 2025 d'objectifs entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) Le Toit dans le cadre du Plan logement d'Abord 2 ».

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention avec l'association l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) Le Toit.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole à prendre tout acte et à signer tout document rendant à rendre effective cette décision.

### **ARTICLE 4**

**D'ATTRIBUER** à l'association l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) Le Toit une subvention de soixante-quinze mille euros (75 000 €) au titre de l'année 2025.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





# **Convention 2025 d'objectifs entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Agence Immobilière à Vocation Sociale « Le Toit » dans le cadre du plan Logement d'Abord 2**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n°        en date du

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

- L'association **Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) « Le Toit »** régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège au 1766 Chemin de la Planquette, 83130 LA GARDE, enregistré sous le numéro de SIREN 397804238, représentée par son Président, M. Gilles GRANDGUILLLOTTE, habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

**Ci-Après désigné « L'Association » ou « l'AIVS »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

*Ici il conviendra d'expliciter les raisons pour lesquelles une subvention est accordée à ladite association.*

## **La Métropole Toulon Provence Méditerranée**

La Métropole s'est engagée comme territoire de mise en œuvre accéléré du *Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme* en 2021. L'objectif général est de lutter contre le sans-abrisme, le mal logement, la précarité ; et de favoriser l'insertion durable des personnes à partir de l'accès ou du maintien dans le logement. Elle a déployé un premier plan Logement d'Abord (LDA) de 2021 à 2024. Conformément aux orientations nationales et aux besoins et objectifs de son territoire, la Métropole s'engage dans le Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2 \_2024-2027), soutenue par les services de l'Etat (Dihal<sup>1</sup> et DDETS du var). Le plan LDA 2 métropolitain s'articule autour des trois axes du plan national pour *le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme* (2024-2027) :

- ➡ Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité
- ➡ Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations

<sup>1</sup> Dihal : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au logement



- **Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé**

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal ; projet validé en septembre 2024.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

1. La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
2. L'interconnaissance et la connaissance
3. L'efficacité de l'accompagnement global
4. Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
5. Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels (DDETS, CD 83, CAF, ARS, ...) et acteurs opérationnels. Elles s'articulent avec celles du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées dans des fiches actions (FA).

**La présente convention, signée avec l'AIVS s'inscrit dans l'axe 1 du plan LDA 2 :**

Axe 1 : Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité.

Sous-axe : 1.2. Développer le logement abordable dans le parc privé

L'action s'intitule : *FA 9- Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale*

**L'Agence Immobilière à Vocation Sociale « Le Toit »**

Créée en 1994 dans le cadre du PDALHPD, l'AIVS « Le Toit » est une association loi 1901 qui a pour objectif de capter et gérer des logements à loyer abordable du parc privé au bénéfice des populations défavorisées qui sont confrontées à des problèmes de logement, tout en apportant des garanties locatives aux bailleurs. Elle regroupe une dizaine de salariés et est adossée à la Maison Départementale de l'Habitat du Var qui accueille également l'ADIL du Var et SOLIHA Var, au travers d'un groupement de Moyens et d'Employeurs éponymes. Trois axes fondamentaux guident son action à travers le mandat de gestion locatif social :

- Proposer des loyers à prix maîtrisés principalement dans le parc privé, en s'appuyant sur le dispositif d'intermédiation locative ;
- Accompagner les bailleurs et leur apporter des garanties pour limiter les risques locatifs ;
- Accompagner les ménages tout au long de la relation locative et s'assurer de leur capacité à se maintenir dans le logement.

L'AIVS « Le Toit » est agréée pour les activités d'ingénierie sociale, financière et technique, d'une part, et pour les activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale, d'autre part. La structure est par ailleurs détentrice de la carte professionnelle mention « gestion immobilière » conformément à la loi Hoguet. Adhérente de la FAPIL, elle détient le label « Agence Immobilière à Vocation Sociale » depuis sa création et respecte le cahier des charges de la Fédération. Enfin, l'AIVS « Le Toit » est la seule association agréée dans le Var pour le mandat de gestion à vocation sociale.



L'action de l'AIVS « Le Toit » s'adresse aux populations démunies en situation de précarité économique et sociale. Elle vise à s'assurer de l'accès et du maintien de ces personnes dans un logement autonome.

L'AIVS « Le Toit » gère environ 470 logements sur l'ensemble du Département du Var dont une grande partie (les deux tiers) est concentrée sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. De ce fait, elle apparaît comme un acteur pertinent de l'objectif de mobilisation du parc locatif privé dans la Métropole, en articulation avec les autres dispositifs et partenariats que la Métropole met en place dans le cadre de ses politiques locales de l'Habitat.

Au-delà de l'autofinancement issu des frais de gestion locative perçus depuis les propriétaires bailleurs, l'AIVS bénéficie de financements de la Métropole, de la DDETS, du Conseil Départemental.

### **Origine du partenariat :**

La présente convention établie entre la métropole TPM et l'AIVS « Le Toit » répond aux éléments du bilan de la FAPIL, produit dans le cadre du conventionnement entre MTPM, la FAPIL et l'AIVS (AMI2- PLAN LDA 1 – territoire de mise en œuvre accéléré). Elle fait suite à une première convention 2023-2024 établie sous l'avenant 2 au plan LDA 1, dont les objectifs principaux étaient :

1. Mobiliser l'AIVS afin d'accroître l'offre de logements en gestion immobilière à vocation sociale
2. Renforcer la Gestion Locative Adaptée (sécurisation du parcours résidentiel)
3. Renforcer l'accompagnement social lié au logement (ASLL) : accès et maintien dans le logement dans la logique du logement d'abord

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

Comme précisé dans l'exposé préalable, l'AIVS bénéficie d'une carte professionnelle et de deux agréments :

- « Ingénierie sociale, financière et technique » délivré en 20 décembre 2020
- « Intermédiation locative et gestion locative sociale » délivré le 20 décembre 2020

L'agrément de l'Association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

**L'AIVS** s'engage à mettre en œuvre son Programme d'actions 2025 tel qu'il est exposé dans l'article 1 et dans l'annexe I de la présente convention.

L'objet de la convention est de consolider, dans le territoire métropolitain, la captation de logements de qualité à vocation sociale et la mobilisation de mesures d'accompagnement de type ASLL. Il s'agit de

renforcer l'accompagnement social d'accès et de maintien dans le logement, de contribuer à accentuer « l'aller vers » et de favoriser les actions préventives.

L'action a pour effet :

La stabilisation de l'équipe de Gestion Locative Adaptée de l'AIVS au travers du poste de gestionnaire GLA (Gestion Locative Adaptée).

La stabilisation de l'accompagnement social des ménages au travers de 30 mesures de type ASLL en file active : accès et maintien dans le logement, sécurisation des parcours dans la logique du logement d'abord. Cet accompagnement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme dans le domaine social.

**Objectifs de l'action [tels que définis avec l'Etat (DDETS et Dihal)] :**

- 1) Poursuivre l'accompagnement grâce au gestionnaire GLA afin de :
  - Sécuriser les bailleurs
  - Soutenir les ménages en difficulté (prévenir les situations à risque dont les impayés de loyer / repérage précoce)
  - Accentuer la médiation avec les bailleurs pour la réalisation de travaux (amélioration de l'étiquette énergétique / décence)
  - Promouvoir le conventionnement (ANAH)
  - Augmenter le volume et la qualité des logements captés
- 2) Renforcer l'accompagnement social des ménages les plus précaires en mobilisant les 30 mesures d'accompagnement de type ASLL, en file active :
  - Déclenchement de mesures ASLL à l'accès au logement (prévention et installation de la relation de confiance) pour les ménages / personnes en fragilité accrue (logique LDA)
  - Mesures ASLL de maintien afin d'accompagner le ménage / la personne sur une période plus critique qui ne peut être solutionnée par la GLA (sécurisation du parcours résidentiel / prévention des situations de rupture – logique LDA).

Par ailleurs, l'association mobilise ses professionnels pour participer aux formations et séminaires évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs au plan LDA.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

**Elle est conclue au titre de l'année (2025) /Elle est conclue pour une durée de (12 mois).**

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,

- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, **l'association AIVS le Toit** à hauteur de **75 000 euros (soixante-quinze mille euros)** conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal/imputation budgétaire : compte 65748.1 dans l'opération 5219.

Le concours apporté à la réalisation du projet provient d'un financement spécifique du Plan Logement d'Abord validé annuellement par la Dihal.

#### ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **75 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 37 500 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 37 500 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - ✓ Un rapport annuel d'activités,

- ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable *(si la subvention est supérieure à 75 000 euros)*, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un *(obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros)*.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président *(pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)*

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable *(si la subvention est supérieure à 75 000 euros)*,

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes *(si la subvention est supérieure à 153 000 euros)*

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet



aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation des actions sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs.

Le suivi de la convention et son évaluation seront faits conjointement par la Cheffe de Service Adjointe du FSL et la Coordinatrice du Plan Logement d'Abord.

Le suivi des mesures ASLL sera assuré par le Service FSL : l'outil statistique mis à disposition par la Métropole pour le suivi des mesures ASLL servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire (sur la base de 3 échanges dans l'année).

La Coordinatrice du Plan Logement d'Abord exerce le suivi et l'évaluation globale de l'action menée par l'AIVS (évaluation qualitative et quantitative).

L'association fournira un rapport d'activité au plus tard 2 mois après la fin de l'exercice.

### **Indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour la GLA (dans le territoire de la Métropole) :**

#### *Indicateurs quantitatifs :*

- Nombre total de logements captés sur l'année
- Nombre de logements nouveaux en gestion par rapport à l'année N-1
- Nombre de logements nouveaux conventionnés ANAH (en cours et aboutis)
- Répartition des logements par typologie (T1, T2, etc.) et par commune
- Taux de rotation au sein du parc
- Niveau moyen des loyers pratiqués (comparé aux plafonds PLAI/ANAH)
- Taux d'impayés et nombre de procédures contentieuses engagées
- Nombre de médiations réussies ou contentieux évités par intervention GLA
- Nombre de candidatures traitées
- Nombre de personnes relogées

#### *Indicateurs qualitatifs :*

- Taux de renouvellement de mandat par les bailleurs
- Part des logements conventionnés ANAH au sein du parc TPM
- Performance énergétique des logements

### **Indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour le service social (dans le territoire de la Métropole) :**

#### *Indicateurs quantitatifs :*

- Nombre total de mesures ASLL en file active sur l'année
- Nombre de mesures ASLL déclenchées à l'entrée dans le logement

- Nombre de mesures ASLL déclenchées pour le maintien dans le logement
- Taux de sorties positives (maintien durable ou accès à un logement pérenne)
- Nombre de situations d'impayés stabilisées ou apurées

**Indicateurs qualitatifs :**

- Typologie des problématiques sociales rencontrées
- Modalités d'intervention (nombre de visites à domicile, accompagnements administratifs, médiations)

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

**ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour une durée de **12 mois**, dans le cadre des objectifs et des financements du Plan Logement d'Abord 2. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles



Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association AIVS « Le Toit »

Gilles GRANDGUILLLOTTE

## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### Projet : description du projet :

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Logement d'Abord 2, la présente convention entre la Métropole et l'AIVS « Le Toit » vise à renforcer de manière cohérente et structurée l'offre de logements privés à vocation sociale sur le territoire métropolitain, tout en consolidant l'accompagnement des ménages les plus précaires.

Ce partenariat a pour ambition de massifier l'offre de logement privé de qualité, adaptés aux besoins des ménages les plus fragiles et conventionnés avec l'Anah, en soutenant la gestion locative adaptée (GLA) à travers le maintien d'un poste dédié.

Il prévoit également le financement de 30 mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) pour sécuriser les parcours résidentiels fragiles, depuis l'accès jusqu'au maintien dans le logement. En articulant accompagnement social individualisé, médiation avec les bailleurs, actions de prévention et amélioration qualitative du parc capté, cette convention participe pleinement au développement d'un parc privé social durable dans une logique d'inclusion portée par les principes du Logement d'Abord.

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
75000€	75000€	75000€

### a) Objectif(s):

- renforcer la gestion locative adaptée (GLA) au sein de la structure, condition indispensable pour :
  - Maintenir et améliorer le parc Métropolitain en stock (notamment encourager les propriétaires à engager des travaux d'amélioration)
  - Favoriser la croissance d'un parc de qualité et répondant aux besoins des ménages
  - Encourager le conventionnement des logements avec l'Anah
  - Proposer une gestion sociale et de proximité aux ménages logés
- Renforcer l'accompagnement social des ménages les plus précaires, à travers 30 mesures d'accompagnement social lié au logement. Ces mesures sont destinées à des ménages repérés par l'AIVS comme étant en situation de vulnérabilité, afin de favoriser leur accès et leur maintien dans un logement durable et adapté à leurs besoins.

b) Indicateurs: **Indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour la GLA (dans le territoire de la Métropole)**

:

*Indicateurs quantitatifs :*

- Nombre total de logements captés sur l'année
- Nombre de logements nouveaux en gestion par rapport à l'année N-1
- Nombre de logements nouveaux conventionnés ANAH (en cours et aboutis)
- Répartition des logements par typologie (T1, T2, etc.) et par commune
- Taux de rotation au sein du parc
- Niveau moyen des loyers pratiqués (comparé aux plafonds PLAI/ANAH)
- Taux d'impayés et nombre de procédures contentieuses engagées
- Nombre de médiations réussies ou contentieux évités par intervention GLA
- Nombre de candidatures traitées
- Nombre de personnes relogées

*Indicateurs qualitatifs :*

- Taux de renouvellement de mandat par les bailleurs
- Part des logements conventionnés ANAH au sein du parc TPM
- Performance énergétique des logements

**Indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour le service social (dans le territoire de la Métropole) :**

*Indicateurs quantitatifs :*

- Nombre total de mesures ASLL en file active sur l'année
- Nombre de mesures ASLL déclenchées à l'entrée dans le logement
- Nombre de mesures ASLL déclenchées pour le maintien dans le logement
- Taux de sorties positives (maintien durable ou accès à un logement pérenne)
- Nombre de situations d'impayés stabilisées ou apurées

*Indicateurs qualitatifs :*

- Typologie des problématiques sociales rencontrées
- Modalités d'intervention (nombre de visites à domicile, accompagnements administratifs, médiations)

c) Public(s) visé (s): L'action de l'AIVS « Le Toit » s'adresse prioritairement aux propriétaires bailleurs de logements situés sur l'aire métropolitaine, ainsi qu'aux locataires et candidats locataires du parc métropolitain qu'elle gère. Une attention particulière est portée aux ménages en situation de fragilité, qu'il s'agisse de difficultés d'accès au logement ou de risques de rupture de parcours résidentiel, dans une logique de prévention des expulsions et de sécurisation des parcours.

d) Localisation : L'ensemble du territoire Métropolitain

e) Moyens mis en œuvre :

Dans le cadre de la convention avec la Métropole, l'AIVS « Le Toit » déploie un ensemble de moyens humains, organisationnels et opérationnels pour renforcer à la fois la captation de logements à vocation sociale et l'accompagnement social des ménages en situation de précarité :

Ressources humaines :

- Maintien d'un ETP supplémentaire de travailleur social, spécifiquement dédié à la mise en œuvre des mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL), permettant une meilleure réactivité, une intensité d'accompagnement renforcée et un suivi individualisé des ménages dans une logique d'accès et de maintien dans le logement.
- Renforcement de la coordination entre les pôles social et gestion locative pour assurer une articulation fluide entre les actions d'accompagnement et les exigences de gestion, en faveur de la sécurisation des parcours résidentiels.

#### Renforcement des compétences :

- Formation continue des équipes sociales et de gestion locative, en particulier sur les thématiques suivantes :
  - Dispositifs d'aides et de prévention des expulsions
  - Médiation locative et accompagnement des publics vulnérables
  - Conventionnement ANAH et amélioration énergétique des logements
- Participation à des temps de mutualisation inter-AIVS ou inter-acteurs afin de capitaliser sur les bonnes pratiques et de renforcer les savoir-faire collectifs.

#### Outils et suivi de l'action :

- Mise en place d'outils de suivi opérationnels, partagés entre les pôles (social et gestion), permettant :
  - Le suivi des mesures ASLL (objectifs, durée, évaluations intermédiaires)
  - Le repérage précoce des situations à risque (impayés, troubles de voisinage, difficultés relationnelles)
  - Le suivi qualitatif du parc capté (typologie, décence, étiquette énergétique...).

#### Prospection et mobilisation territoriale :

- Prospection active sur le territoire métropolitain, intégrant :
  - Des rencontres régulières avec les communes, opérateurs du logement, associations et bailleurs privés
  - La valorisation de l'offre AIVS auprès des propriétaires (notamment les avantages fiscaux, la sécurisation locative et la gestion adaptée).

## ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

<b>CHARGES</b>	<b><u>Montant</u></b>	<b>PRODUITS</b>	<b><u>Montant</u></b>
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		- TPM	75000
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	800	-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		-	
Impôts et taxes sur rémunération,	500	Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
<b>64- Charges de personnel</b>	59550	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	

Rémunération des personnels	43900	Autres établissements publics	
Charges sociales	15650		
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
<b>66- Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77- produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>76 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES</b>		<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>	
Charges fixes de fonctionnement	14150		
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	75000	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	75000
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	75000	<b>TOTAL</b>	75000
<p><b>La subvention de 75 000 € représente 100% du total des produits :</b></p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

